

Jean-Pierre Obin

8 mai 1995, 50 ans après la chute du nazisme

(Article pour le courrier d'Éducation et devenir, mai 1995)

Huit mai 1995 : lendemain d'élection présidentielle, cinquantième anniversaire de la chute du nazisme. Ces deux événements majeurs nous invitent à prendre du recul par rapport à notre action quotidienne. Voici, parmi d'autres, trois réflexions qu'ils peuvent susciter.

❶ Si la barbarie a reculé, elle n'est nullement vaincue, la démocratie reste un projet fragile, toujours à consolider.

Le 8 Mai 1945 à Berlin, un totalitarisme s'effondrait, fondé sur l'idée de la suprématie de la nation ou de la race, mais un autre triomphait, fondé quant à lui sur l'hégémonie d'une classe et la dictature d'un parti, qui ne s'écroulera que 44 ans plus tard, à Berlin également. La démocratie en Europe n'est donc aujourd'hui nullement un fait acquis, et encore moins dans le reste du monde. A quelques centaines de kilomètres de nos frontières, à quelques centaines de miles de nos côtes, des barbaries, nationalistes et religieuses cette fois-ci, produisent leurs cortèges de crimes contre l'humanité. Dans notre pays lui-même, le racisme et la xénophobie ne cessent de faire des progrès, y compris chez les jeunes et les enseignants. Le projet des Lumières, celui d'un monde fondé sur le Droit et sur la Raison, plus libre, égalitaire et fraternel, reste donc encore largement à construire. L'École, c'est-à-dire l'éducation publique et collective des enfants et des jeunes, constitue toujours le moyen privilégié de la poursuite de cet idéal. N'est-ce pas là que réside notre première mission : arracher l'homme aux ténèbres de la nature, lui apporter la culture, l'éduquer à la liberté en le faisant accéder à l'universel ? En tant qu'éducateurs ne devons nous pas être les premiers conservateurs de l'humanité et les plus fervents promoteurs de l'idéal démocratique ?

❷ En cinquante ans le paysage de l'École a été bouleversé, et pourtant les buts poursuivis par les réformes restent encore à atteindre

A l'École cloisonnée en ordres parallèles (le Primaire, le Secondaire, le Professionnel) construite progressivement sous l'Ancien Régime, et structurée en filières au 19ème et dans la première moitié du 20ème siècle, a succédé un système éducatif organisé en niveaux (écoles, collèges, lycées). Le mouvement pour l'École Unique, directement issu du traumatisme de la Grande Guerre, proclame l'injustice d'une École qui « sépare dès l'origine les français en deux classes et les fixe pour toujours par une éducation différente ». Les progrès accomplis dans ce domaine ne doivent pas faire oublier leurs limites : l'École Unique, presque intégralement inscrite de nos jours dans les structures scolaires, n'a pas encore atteint les deux grands buts qu'elle s'était fixés, « l'enseignement démocratique et la sélection par le mérite ». Car on sait aujourd'hui qu'unifier les structures ne suffit pas pour vaincre les inégalités, ou même (comme le pense Antoine Prost) peut s'avérer contre productif ; du moins tant que les identités professionnelles des professeurs issus du secondaire sont profondément marquées

par leur mission passée, l'enseignement à une élite, et que la société reste largement inégalitaire et principalement mue par l'idéologie de la réussite individuelle et son corollaire, le consumérisme scolaire. Existe-t-il une possibilité de cohésion sociale sans une Ecole qui assume cette exigence d'égalité et de justice, qui présente une volonté de combattre les inégalités de naissance et de condition, et donc de se battre contre leur forme la plus actuelle, l'exclusion ? Ne sagit-il pas là de notre seconde mission : être les maîtres-tisserands du lien social ?

③ L'action des hommes politiques, et notamment des Présidents de la République, n'a jamais été sans conséquences sur les évolutions de l'École

Après l'action d'un de Gaulle, qui apparaît rétrospectivement comme l'un des principaux architectes de l'École Unique avec les réformes Berthoin et Capelle, après la glaciation pompidolienne suivie du dégel giscardien de la réforme Haby, le double septennat de François Mitterrand aura été marqué par des évolutions prudentes et contradictoires, « rénovations » davantage que « réformes », impulsées ou freinées par les occupants successifs de la rue de Grenelle, eux mêmes soumis aux influences des lobbies ou au poids de leurs lubies, sans véritable souci de continuité, comme l'auront montré par exemple les philosophies successives de la réforme du baccalauréat. Risquons un bilan. A l'actif de l'homme, on doit placer plusieurs orientations qu'il aura voulues ou soutenues, et qui laisseront son empreinte : la décentralisation, porteuse d'un nouveau souffle financier ; la déconcentration et l'autonomie des établissements, progrès pour la responsabilité et l'efficacité ; la revalorisation des enseignants, condition d'un statut social et d'un recrutement améliorés ; la création des MAFPEN, puis des IUFM, gages d'une professionnalité renouvelée; la modernisation de l'enseignement technique ; enfin un enseignement supérieur entré dans l'ère de la massification sans avoir explosé et sans baisse de sa qualité. Voilà qui n'est pas mince, mais qui ne peut faire oublier ce qu'on est bien obligé de faire figurer au passif et qui tient dans un seul constat : le libre cours laissé aux rapports de force économiques et sociaux, faute sans doute d'une grande vision du rôle de l'École pour les réguler.

Voilà donc l'École dont hérite le Président Chirac : un système largement modernisé dans ses structures, dont la qualité nous est enviée dans beaucoup de pays, mais qui, en laissant jouer trop librement les mécanismes ségrégatifs, a mis en panne « l'ascenseur social » et a laissé se dégrader ses zones les plus fragiles : enseignement professionnel dans son ensemble, et certains collèges et lycées de banlieue, en voie de « ghettoïsation » accélérée. Au-delà d'un discours « républicain » et de la tentation référendaire (une habileté tactique pour contourner un monde enseignant jugé rétif à toute réforme), l'examen du caractère hétéroclite des forces qui soutiennent le nouveau Président, doit nous inciter à la vigilance : que peut produire une coalition de centralisateurs « républicains », de disciples du libéralisme scolaire, de conservateurs favorables à l'élitisme et de réactionnaires doctrinaires ?

Fondée dans la mouvance savaryste, notre association en a gardé les idéaux et les amitiés, qui ont fait son charme et constitué son identité. Nous ne sommes pas les hommes du passif, il importe aujourd'hui que nous n'apparaissions pas non plus comme ceux du passé. Le verdict des urnes n'a sans doute pas soulevé notre enthousiasme, il a cependant une vertu : nous voici libérés de toute adhérence institutionnelle. Aujourd'hui deux voies s'ouvrent à nous : ou bien entretenir la flamme du souvenir, et notre sort sera alors celui qui attend toute association d'anciens combattants ; ou bien, sans rien renier du passé, nous tourner

résolument vers l'avenir, ses risques comme ses espoirs. N'est-ce pas là pour nous une troisième exigence ? Le temps n'est-il pas venu de nous remettre au travail, en liaison avec ceux qui partagent les mêmes valeurs, pour réfléchir et proposer un projet susceptible de répondre aux exigences des temps nouveaux ? Certes, il y faudra quelques qualités : de l'expérience, de la lucidité et du courage. Mais qui d'autres en possède plus que nous ?